

# ► La Lettre des Aires Protégées en Afrique de l'Ouest

“The West African Protected Areas Newsletter”



N°31  
Mai 2010



## L’UICN au SBSTTA-14 et au WGRI-3

Durant trois semaines en mai, l'actualité de la biodiversité est centrée sur la 14<sup>ème</sup> réunion de l'Organe subsidiaire chargé des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBSTTA14) de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB). Elle s'est tenue du 10 au 21 mai et est suivie par la 3<sup>ème</sup> réunion du Groupe de travail spécial sur l'examen de l'application de la Convention (WGRI3) du 24 au 28 mai 2010, à Nairobi (Kenya). L'UICN participe à ces deux rencontres et cette lettre présente un extrait de la déclaration de position que l'UICN a rédigée pour les préparer, ainsi qu'un extrait d'un communiqué de presse relatif aux espèces envahissantes, sujet largement abordé au cours de ces réunions.

**Bonne lecture**

## IUCN at SBSTTA14 and WGRI3

Biodiversity news are, for a few days, focused on the Fourteenth Meeting of the Subsidiary Body on Scientific, Technical and Technological Advice (SBSTTA14, 10-21 May 2010) which has just ended and the Third Meeting of the Ad-Hoc Open-Ended Working Group on Review of Implementation of the Convention (WGRI3, 24-28 May 2010), Nairobi, Kenya. IUCN actively participates to these meetings and the present issue of the APAO newsletter will therefore be dedicated to these events ; especially, we present here an extract of the position paper that IUCN has prepared, as well as a recent press release relating to invasive species, important matter addressed during the SBSTTA.

**Enjoy your reading**  
(French followed by English)

## Qu'est-ce que le SBSTTA...

La Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique (CDB) a pour objectifs de *conserver la diversité biologique, utiliser ses éléments de façon durable et partager équitablement les bénéfices découlant de l'exploitation des ressources naturelles*. C'est la première convention à prendre en compte tous les aspects de la diversité biologique (espèces, écosystèmes et ressources génétiques). Elle est entrée en vigueur le 29 décembre 1993, et a, à ce jour, été ratifiée par 191 pays.

La Conférence des Parties (CdP) de la CDB est l'autorité suprême de la Convention ; elle réunit les représentants de toutes les Parties de la Convention, ainsi que des observateurs, telles les agences des Nations Unies et les organisations internationales et non gouvernementales. Sa fonction est de diriger et superviser tout le processus de mise en œuvre et de développement de la Convention. La CdP étudie les progrès réalisés et établit des plans de travail pour des actions ultérieures. Elle peut également proposer des amendements à la Convention et travailler en collaboration avec d'autres opérations et traités internationaux. La Conférence des Parties se réunit régulièrement tous les deux ans. Neuf conférences ont

déjà eu lieu et la dixième (COP10) se tiendra à Nagoya (Japon) en octobre 2010.

L'article 25<sup>1</sup> de la CDB établit un organe intergouvernemental d'avis scientifique appelé "Subsidiary Body on Scientific, Technical and Technological Advice" (SBSTTA) : « Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques ». Le SBSTTA est un organe subsidiaire de la CdP et doit régulièrement lui rendre compte de tous les aspects de son travail. Les fonctions du SBSTTA sont principalement de fournir des évaluations sur la diversité biologique, des évaluations sur les types de mesures à prendre en accord avec les dispositions de la convention, et de répondre aux questions posées par la CdP.

A ce jour le SBSTTA s'est réuni à 14 reprises (incluant la présente rencontre) et a produit de nombreuses recommandations pour les CdP. Certaines de ces recommandations ont été approuvées en tant que décisions de la CdP. La plupart des autres recommandations ont été prises en compte sous des formes modifiées.

<sup>1</sup> <http://www.cbd.int/convention/articles.shtml?lg=0&a=cdb-25>



## ... et le Programme de travail sur les aires protégées de la CDB (PTAP) ?

La CDB a adopté, lors de sa 7ème Conférence des Parties (CdP) en 2004, un programme de travail sur les aires protégées (Programme of Work on Protected Areas – PoWPA). L'objectif de ce programme est « *la mise en place et le bon fonctionnement de systèmes d'aires protégées nationaux et régionaux complets, bien gérés et écologiquement représentatifs, pour 2010 pour les aires terrestres, et 2012 pour les aires marines* ». Le PTAP comprend quatre éléments de programme, subdivisés en 16 buts et en 92 activités associées.

Le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) soutient financièrement ce programme, permettant ainsi aux pays en développement de le mettre en œuvre, en plus des activités déjà réalisées dans le cadre d'autres programmes et projets nationaux. Ce programme contribue également à l'amélioration de l'efficacité de gestion des aires protégées.

La mise en œuvre du PTAP a été passée en revue dans toutes les régions à travers un processus incluant, entre autres, des ateliers nationaux et régionaux. Des progrès ont été accomplis par les régions et les pays dans sa mise en œuvre, mais les avancées sont inégales selon les pays et régions...

### English

#### What is SBSTTA...

The objectives of the United Nations Convention on Biological Diversity (CBD) are: the conservation of biological diversity, the sustainable use of the components of biological diversity, and the fair and equitable sharing of the benefits arising out of the utilization of genetic resources. It is the first convention to take into account all aspects of biological diversity (species, ecosystems and genetic resources). The Convention entered into force on 29 December 1993. To date, 191 countries have ratified the convention.

The Conference of the Parties (COP) of the CBD is the governing body of the Convention, and advances implementation of the Convention through the decisions it takes at its periodic meetings. These meetings bring together representatives of all the Parties to the Convention, as well as observers, such as the United Nations agencies, and international and non governmental organizations. Its function is to lead and supervise the whole implementation and development process of the Convention. The COP reviews progress made and establishes work plans for future actions. The COP can also propose amendments to the Convention and work in collaboration with other international conventions. The Conference of the Parties regularly meets to discuss major and key issues. Nine conferences have been held to date



and the tenth conference (COP10) will be held in Nagoya, Japan, in October 2010.

Article 25<sup>2</sup> of the CBD establishes an open-ended intergovernmental scientific advisory body known as the Subsidiary Body on Scientific, Technical and Technological Advice (SBSTTA). SBSTTA is a subsidiary body of the

COP and is to report regularly to the COP on all aspects of its work. Its functions include: providing assessments of the status of biological diversity; assessments of the types of measures taken in accordance with the provisions of the Convention; and respond to questions that the COP may put to the body.

SBSTTA has met 14 times to date (including the recent meeting) and produced lots of recommendations to the Conference of the Parties, some of which have been endorsed in full by the latter. Such endorsement makes these recommendations de facto decisions of the Conference of the Parties. Parts of other recommendations have also been endorsed, and many others have been taken up in modified form.

#### ... and the Program of work on protected areas (POWPA)?

The CBD has adopted, during its seventh Conference of Parties (COP) in 2004, a program of work on protected areas (PoWPA). The objective of this program is « *the setting up and maintenance of comprehensive national and regional protected areas systems, well managed and ecologically representative, for 2010 regarding terrestrials PAS, and 2012 for MPA* ». The PoWPA includes 16 goals and 92 associated activities divided across four program elements.

The Global Environment Facility (GEF) financially supports this initiative, thus enabling developing country to implement it, in addition to activities that already exist in the framework of other national programs and projects. This program will also contribute to the improvement of management effectiveness assessment of protected areas.

PoWPA project implementation has been reviewed in all regions through a process including, among others, national and regional workshops. Progresses towards the achievement of POWPA goals have been accomplished in some regions and countries, but are contrasting among countries.

<sup>2</sup> <http://www.cbd.int/convention/articles.shtml?lg=0&a=cdb-25>

## Extraits de la « déclaration de position » de l'UICN sur le PTAP

La déclaration complète, incluant un résumé des principales recommandations est disponible sur :  
[http://www.iucn.org/cbd/meetings/iucn\\_sbstta14/](http://www.iucn.org/cbd/meetings/iucn_sbstta14/)

### Améliorer la contribution des aires protégées à la conservation de la biodiversité – Le rôle du Programme de travail sur les aires protégées (PTAP) de la CDB

#### Introduction

... Les aires protégées (AP), qui constituent sans doute l'outil le plus efficace au monde pour la conservation de la biodiversité, contribuent aussi à assurer la subsistance des populations, en particulier au niveau local, aidant ainsi à réduire la pauvreté. Les AP jouent un rôle essentiel dans les efforts de conservation *in situ* et dans la fourniture de services écosystémiques indispensables à l'approvisionnement en eau, à la production alimentaire, à la santé publique et à la réduction des impacts des catastrophes naturelles. On reconnaît aussi de plus en plus leur rôle dans l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, et on estime que le réseau mondial des AP capte au moins 15% du carbone terrestre.

Les gouvernements nationaux... ont établi plus de 120 000 aires protégées dans le monde, soit environ 14% des terres émergées de la planète... L'UICN encourage vivement la poursuite des efforts visant à assurer la mise en œuvre intégrale du PTAP dont elle a soutenu activement la mise en œuvre, notamment à travers sa Commission mondiale des aires protégées (CMAP)...

L'UICN se félicite de constater que la CMAP a mis au point des Lignes directrices révisées sur les catégories d'AP (UICN, 2008). Elle a également élaboré un manuel relatif à la gestion de la conservation de la connectivité (*Connectivity Conservation Management - A global Guide*). Le Centre du droit de l'environnement de l'UICN (CDE), en collaboration avec les membres de la Commission du droit de l'environnement et de la CMAP, est quant à lui en train de finaliser une orientation législative sur les AP, qui jettera les bases d'une réforme législative les concernant.

#### 1. Des stratégies pour renforcer la mise en œuvre du PTAP

##### Au niveau national

L'UICN estime que le PTAP joue un rôle moteur dans l'efficacité de la planification et de la gestion des AP. Nous recommandons par conséquent que les Parties s'attachent en priorité à améliorer leurs systèmes nationaux d'AP en renforçant la mise en œuvre des programmes existants, et en élaborant de nouveaux

programmes uniquement en cas de nécessité absolue, de façon à optimiser l'utilisation des ressources humaines et financières limitées disponibles pour les AP.

La mise en œuvre effective des recommandations des analyses nationales des lacunes écologiques est essentielle. À cet égard, les Parties devraient privilégier l'établissement de nouvelles aires marines protégées (AMP) lorsque cela améliore la conservation de la biodiversité marine. Il conviendrait également qu'elles envisagent de créer des AP dans d'autres biomes sous-représentés (écosystèmes d'eau douce, forêts de conifères tropicales et subtropicales, et herbages tempérés). Au moins 20% des espèces menacées et plus de la moitié des zones clés pour la biodiversité restent largement sous-représentées dans les AP, et l'élimination de ces lacunes devrait figurer au premier rang des priorités.

L'UICN soutient pleinement l'intégration des plans d'action du PTAP, s'ils existent déjà, dans les stratégies nationales relatives à la biodiversité et les plans d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets. L'UICN est favorable aux initiatives qui visent à tisser des liens entre les AP, qui recourent à la conservation de la connectivité et qui associent de multiples acteurs au développement à grande échelle de la conservation intégrée, couvrant de vastes zones terrestres et marines.

Il conviendrait également de privilégier l'intégration des stratégies relatives aux AP dans les plans nationaux économiques et de développement, afin de réduire au minimum les effets qu'ont les projets de développement sur la biodiversité... Les impacts des projets qui affectent potentiellement les dernières zones de nature sauvage, les zones clés pour la biodiversité et d'autres aires de grande valeur pour la conservation, ou les autres obstacles connus à la création d'AP devraient également être évités. À cet égard, l'UICN encourage vivement le dialogue intersectoriel entre les gestionnaires AP et les secteurs économiques, afin de réduire les conflits d'utilisation existants et émergents, et de préserver la santé et les services de l'écosystème.

L'UICN appuie sans réserve l'encouragement de la création de réseaux de personnes et d'organisations engagées au niveau national et d'autres « amis du programme de travail » pour renforcer sa mise en œuvre ; il est néanmoins essentiel que la société civile soit davantage représentée dans ces partenariats, en particulier les communautés locales et les organisations de peuples autochtones...

Pour améliorer le degré d'engagement des « amis du PTAP » au niveau national, il conviendrait de se concentrer avant tout sur l'élaboration et la mise en place de programmes nationaux et infranationaux de renforcement des capacités... Les ateliers de renforcement des capacités sont certes importants au niveau mondial mais l'UICN considère qu'ils sont



également essentiels aux niveaux national et infranational, lorsque le PTAP est effectivement mis en œuvre...

### Au niveau régional

L'UICN soutient pleinement le développement et la mise en œuvre des initiatives régionales visant à améliorer la conservation régionale des biomes sous-représentés et autres zones clés pour la biodiversité. L'UICN prie instamment les Parties de protéger les principales zones transfrontalières, dans la mesure du possible en s'appuyant sur de telles initiatives pour promouvoir la coopération transfrontière. Par le biais de la conception et de la mise en œuvre de projets de conservation de la connectivité, l'UICN invite les Parties à contribuer à la conservation de la biodiversité, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des aires protégées, afin de préserver l'intégrité des écosystèmes, et d'appuyer les stratégies d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets.



Les pays et les organismes bilatéraux et multilatéraux bailleurs de fonds sont également invités à soutenir le bon fonctionnement de réseaux régionaux d'appui technique, tels que ceux associés à l'UICN. Ces réseaux jouent un rôle majeur dans le renforcement des capacités et encouragent à adopter des approches à la fois novatrices et scientifiques pour lancer des initiatives régionales.

### Au niveau mondial

Il est urgent de trouver des moyens novateurs pour intensifier la prise de conscience du rôle essentiel que jouent les AP dans la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, afin de renforcer l'engagement et le soutien des responsables politiques et des décideurs, ainsi que de la société civile dans son ensemble.

Il est nécessaire de porter sans attendre toute l'attention voulue à l'élaboration d'un cadre, de normes, d'instruments et d'indicateurs pour l'évaluation sociale des aires protégées, et d'en tenir compte pour évaluer l'efficacité de la gestion des AP. Il importe également que les renseignements fournis par ces évaluations sociales soient introduits dans la Base de Données Mondiale sur les aires protégées (WDPA).

Les recommandations des évaluations de l'efficacité de la gestion devraient être mises en œuvre et intégrées dans d'autres évaluations du PTAP (par ex. le financement durable). Il serait utile d'allouer des ressources supplémentaires afin : a) de permettre aux Parties d'appliquer les recommandations des évaluations de l'efficacité de la gestion au niveau national et dans des AP

particulières, et b) d'enrichir la WDPA par des informations complètes et à jour.

Il est également essentiel d'intégrer les bases de données mondiales et régionales (par ex. celles de l'UICN, du PNUE-WCMC, de l'IABIN<sup>3</sup>, du PTAP-CDB, de l'AEE<sup>4</sup>, de RedLac<sup>5</sup>) pour améliorer la cohérence et l'efficacité de l'utilisation de ces données et informations. Les Parties sont priées de fournir un appui financier à cet effet...

L'UICN souligne la nécessité de coordonner la mise en œuvre du PTAP avec les autres conventions, accords et programmes relatifs à l'environnement (RAMSAR, Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO, Programme pour l'homme et la biosphère de l'UNESCO (MAB), Climat, Désertification), ainsi que d'autres programmes de travail de la CDB, afin de rendre les actions plus efficaces.

L'UICN encourage également les Parties à soutenir et à participer au prochain Congrès mondial sur les parcs de l'UICN, prévu en 2014, et à

profiter de cette occasion pour faire une évaluation critique et conjointe des progrès accomplis dans la mise en œuvre du PTAP et de la contribution des AP aux objectifs de la CDB. ...

## 2. Les questions qui méritent d'être approfondies

### La conservation de la biodiversité

L'analyse des lacunes au niveau mondial a révélé qu'au moins 20% des espèces menacées sont sous-représentées dans les AP. Il est donc hautement prioritaire d'améliorer la couverture des AP afin de sauvegarder ces espèces... De nombreux sites d'importance pour la conservation qui ne sont pas encore protégés ont été identifiés.

### Les aires marines protégées (AMP)

Il est important de continuer à explorer, dans le cadre des Nations Unies, les possibilités d'établir des AMP dans les zones situées au-delà des limites des juridictions nationales. Dans le même temps, la priorité devrait être accordée à l'établissement d'AMP et de réseaux d'AMP dans les milieux côtiers et marins sous-représentés...

Il est crucial de combler les lacunes dans la couverture des AMP pour inclure les plateaux continentaux, les zones océaniques ouvertes et les zones de haute mer placées sous la juridiction et le contrôle de l'État côtier... L'UICN recommande que la mise en œuvre du PTAP ne se limite pas aux seules « eaux territoriales » et s'étende au

<sup>3</sup> Inter American Biodiversity Information Network

<sup>4</sup> Agence européenne pour l'environnement

<sup>5</sup> Latin American and Caribbean Network of Environmental Funds

domaine plus vaste des « eaux placées sous la juridiction ou le contrôle d'un État ». ...

### Le financement durable

L'UICN appuie les initiatives relatives au financement durable... Tout en étant consciente que la mobilisation de ressources financières supplémentaires pour mettre en œuvre le PTAP risque d'être difficile, l'UICN recommande vivement d'accroître, dans la mesure du possible, le niveau des allocations du Fond pour l'Environnement Mondial (FEM) destinées aux AP...

Il apparaît nécessaire d'étudier les possibilités de créer des mécanismes de financement novateurs pour renforcer le soutien aux AP en mettant en place des mécanismes fondés sur le marché pour les biens fournis par les écosystèmes, tels que le carbone et l'eau, et de mieux exploiter l'Initiative LifeWeb. Il est également essentiel de mobiliser les secteurs non traditionnels comme la santé publique pour obtenir un appui supplémentaire. ...

Les Parties à la Convention sont également encouragées à exploiter les résultats d'évaluations économiques telles que l'étude intitulée *The Economics of Ecosystems and Biodiversity* (TEEB), qui sont autant d'arguments très pertinents en faveur d'une augmentation du budget national alloué aux systèmes d'AP.

### Les changements climatiques

L'UICN appuie fermement la recommandation demandant d'atteindre l'Objectif 1.2<sup>6</sup> du PTAP avant 2015, par des efforts concertés d'intégration des AP dans la gestion des paysages terrestres et marins plus vastes, afin de s'attaquer aux effets du changement climatique et d'accroître la résilience des écosystèmes à celui-ci. À cet égard, l'UICN recommande *Natural Solutions: Protected areas helping people cope with climate change* (2009, UICN-CMAP, The Nature Conservancy, PNUD, Wildlife Conservation Society, Banque mondiale et WWF), afin de favoriser une meilleure compréhension du rôle potentiel des AP dans les stratégies d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets...

Les Parties doivent déterminer les opportunités où les AP contribuent à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets, le cas échéant par la mise en œuvre du mécanisme REDD. Toutefois, l'UICN estime qu'il pourrait y avoir plus de moyens immédiats et concrets d'obtenir des fonds supplémentaires à l'appui de la gestion des AP, en exploitant les possibilités qu'offrent les fonds déjà alloués par les gouvernements aux stratégies et plans d'action nationaux relatifs au changement climatique.

L'UICN recommande aussi que le Secrétariat de la CDB, en collaboration avec le Secrétariat de la Convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUCC), aide à définir les projets pilotes qui sont bénéfiques à la

biodiversité, à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets...

### La planification de la conservation en milieu urbain

Le monde s'urbanise rapidement, et les citoyens ont de moins en moins de contact avec la nature, ce qui n'est pas sans conséquences pour les personnes concernées par les AP et tributaires du soutien politique et financier de citoyens... Toutes les villes possèdent des caractéristiques naturelles qui offrent des possibilités de restauration des écosystèmes. La réduction de la pauvreté par l'élaboration et la mise en œuvre de projets de restauration des écosystèmes peut se faire directement dans les zones urbaines, ce qui offre des avantages écosystémiques significatifs pour la gestion urbaine...

### Les questions relatives aux objectifs du PTAP

Il est essentiel que les objectifs et les échéances du PTAP soient alignés sur les objectifs pour l'après-2010 fixés dans le Plan Stratégique de la Convention... Compte tenu des progrès réalisés à ce jour dans la mise en œuvre du PTAP, l'Objectif 11... est réalisable. L'UICN propose un autre libellé pour l'Objectif 11 : *D'ici à 2020, toutes les zones clés pour la biodiversité terrestre, d'eau douce et marine seront protégées par le biais de réseaux représentatifs d'aires protégées gérés efficacement et intégrés dans l'ensemble du paysage terrestre et marin, et la couverture totale au plan mondial des aires protégées reconnues (conformément aux catégories de l'UICN) représentera au moins 15%.*

Compte tenu de l'importance cruciale de cette question et de la nécessité urgente de lutter efficacement contre les menaces grandissantes qui pèsent sur la biodiversité, l'UICN fait les observations suivantes :

- Des indices réels portent à croire que pour assurer la survie à long terme de la biosphère et de toute forme de vie qui en dépend, il faudra qu'une proportion nettement plus grande de zones terrestres et maritimes bénéficie d'une forme de gestion de la conservation. Par conséquent, l'objectif proposé de 15% d'ici à 2020 devrait être considéré comme une étape vers la réalisation d'un objectif nettement plus ambitieux sur le long terme.
- La composante terrestre de cet objectif devrait être de parvenir à la protection de 20% des terres d'ici à 2020. L'UICN constate qu'un certain nombre de pays ont atteint, voire même dépassé l'objectif initial de 10% pour les AP des écosystèmes terrestres. En outre, les résultats de nombreuses analyses approfondies des lacunes indiquent que, dans certains pays, il serait possible d'atteindre un objectif de protection de 25 à 30% des écosystèmes terrestres. Enfin, plusieurs pays ne reconnaissent pas encore les aires de conservation communautaire, ni les aires protégées privées dans leur système national. C'est pourquoi l'UICN est convaincue qu'un objectif de protection de 20% pour les aires protégées terrestres d'ici à 2020 est parfaitement réalisable.
- L'objectif mondial de 15% (n°11) concerne les aires protégées intégralement mises en place et gérées efficacement dans toutes les catégories de gestion de l'UICN (Catégories I à VI). Il s'agit d'une exigence

<sup>6</sup> Goal 1.2: To integrate protected areas into broader land- and seascapes and sectors so as to maintain ecological structure and function.

essentielle, sachant que de nombreuses aires protégées n'existent que sur le papier, sans qu'aucune ressource humaine ou financière n'ait été prévue pour assurer leur protection et leur gestion effectives.

- d. Enfin, l'IUCN tient à faire remarquer qu'il existe des écosystèmes terrestres rares, vastes et nettement moins modifiés, dans lesquels l'objectif devrait être la conservation à travers la gestion durable à des niveaux très élevés de protection, dans la mesure du possible pour l'intégralité de l'écosystème. Il en va de la préservation des dernières grandes zones de nature sauvages de la planète.

### Extract of IUCN position paper on PoWPA

The full text, including a summary of the main recommendations, is available at:  
[http://www.iucn.org/cbd/meetings/iucn\\_sbsta14/](http://www.iucn.org/cbd/meetings/iucn_sbsta14/)

## Enhancing the contribution from Protected Areas to Biodiversity Conservation – The role of the CBD Programme of Work on Protected Areas (POWPA)

### Introduction

Protected areas (PAs) are the world's most cost effective tool for biodiversity conservation, while also contributing to people's livelihoods, particularly at the local level, thus assisting in poverty reduction. PAs are at the core of efforts for in-situ conservation of nature and provision of ecosystem services that are essential for water supply, food production, public health and reduction of the impacts of natural disasters. Their role in helping mitigate and adapt to climate change is also increasingly recognized; it has been estimated that the global network of PAs stores at least 15% of terrestrial carbon.

National governments have established more than 120,000 PAs worldwide covering near 14% of the Earth's terrestrial land surface... It is therefore encouraging to witness the serious attention that the CBD POWPA has received, making it one of the most successful CBD's programmes of work. IUCN now urges further efforts for its full implementation and, particularly through its World Commission on Protected Areas (WCPA), has actively supported the implementation of this programme...

IUCN/WCPA has developed revised Guidelines for Applying Protected Area Management Categories (IUCN 2008). IUCN/WCPA has also developed guidelines on Connectivity Conservation Management. The IUCN Environmental Law Centre (ELC), working in collaboration with members of the Commission on Environmental Law and WCPA are completing a Protected Areas Legislative Guidelines which will lay the foundation for legislative reform on PAs...

## 1. Strategies to strengthen Implementation

### At the national level

For IUCN, POWPA is a catalytic tool to enhance PAs planning and effective management. We therefore recommend that Parties' efforts be mainly focused on enhancing national PA systems by strengthening the implementation of existing plans and developing new plans only when absolutely necessary in order to maximize the limited human and financial resources available for PAs.

The effective implementation of recommendations resulting from National Gap Analyses (NGA)... is essential. In this context, Parties should prioritize the establishment of new Marine Protected Areas (MPAs) where this would better conserve marine biodiversity. Consideration should also be given to establishing PAs in other under-represented biomes, such as freshwater ecosystems, tropical and sub-tropical coniferous forests and temperate grasslands. At least 20% of threatened species, and more than half of key biodiversity areas, remain wholly unrepresented in PAs, and filling these gaps should be a high priority.



IUCN supports the integration of POWPA action plans, where they already exist, into national biodiversity strategies and climate change mitigation and adaptation plans. IUCN supports the linking of PAs through connectivity conservation initiatives involving multiple stakeholders to develop large scale integrated conservation across significant areas of land and sea.

Priority should also be given to the integration of PA strategies into national economic and development plans, to minimize impacts on biodiversity and carbon sequestration within PAs from development projects. Impacts from projects potentially affecting remaining wilderness areas, key biodiversity areas and other areas of significant conservation values, or those identified for the establishment of new PAs should be avoided. In doing so IUCN strongly encourages inter-sectoral dialogue between PA managers with economic sectors to reduce existing and emerging use conflicts, and protect ecosystem health and services.

IUCN fully supports actively fostering networks of engaged individuals and organisations in national level "Friends of POWPA" to support POWPA implementation; however, it is essential that increased representation of civil society is



included in these partnerships, in particular, of local communities and indigenous peoples' organizations...

A key focus of work for enhanced national level "Friends of POWPA" engagement should be on developing and implementing national and sub-national capacity building programmes... Whilst capacity building workshops are important at the global level, IUCN considers that they are essential at national and sub-national levels, where POWPA is actually implemented...

#### At the regional level

IUCN fully supports the development and implementation of regional initiatives aiming to improve regional conservation under-represented biomes and other key biodiversity areas. IUCN urges Parties to protect key transboundary areas, where possible using these initiatives to promote transboundary cooperation. Through the design and implementation of connectivity conservation projects, IUCN urges Parties to contribute to biodiversity conservation both within and outside PAs, to maintaining ecosystem integrity and support climate change mitigation and adaptation strategies.

Donor countries and bilateral and multilateral organizations are also urged to support the effective functioning of regional technical support networks, such as those associated with IUCN. These play a major role in capacity building and in fostering innovation and science-based approaches for the development of regional initiatives.

#### At the global level

Finding innovative ways to increase awareness of the crucial role of PAs to the conservation and sustainable use of biodiversity is urgently needed in order to enhance commitments and support from policy and decision makers as well as from civil society as a whole.

Urgent attention should be given to develop a framework, standards, tools and indicators for social assessment of PAs, and to include such indicators in assessing the effectiveness of PA management. It is also recommended that information from social assessments be included in the World Database on Protected Areas (WDPA).

Recommendations from management effectiveness assessments should be implemented and integrated into other assessments of POWPA (e.g. sustainable finance). Additional resources should be allocated for: a) Parties to implement recommendations from management effectiveness assessments at national level as well as in specific PAs, and b) enhancing the WDPA to include full and up to date information from management effectiveness assessments.

It is also essential that global and regional databases (e.g. those of IUCN/UNEP-WCMC WDPA, IABIN<sup>7</sup>, POWPA-

CBD, EEA<sup>8</sup>, RedLac<sup>9</sup>) are integrated to improve coherence and effectiveness in the use of these data and information. Parties are urged to provide financial support for this...

IUCN emphasizes the need to coordinate POWPA implementation with other environmental conventions, agreements and programmes (RAMSAR, UNESCO's World Heritage Convention, UNESCO's MAB Programme, UNFCCC, UNCCD), as well as with other CBD Programmes of Work to improve effectiveness of actions.

IUCN also encourages Parties to participate in and support the forthcoming 2014 IUCN World Parks Congress and to use this opportunity to jointly and critically review progress on POWPA and the contribution of PAs to the objectives of the CBD...

## 2. Issues that need greater attention

### Biodiversity conservation

Global gap analysis reveals that at least 20% of threatened species are wholly unrepresented in PAs. Expanding PA coverage to safeguard these species is a very high priority... and many unprotected sites of conservation significance have already been identified.

### Marine Protected Areas (MPAs)

Continuing to explore options at the United Nations for establishing MPAs in areas beyond national jurisdiction is a pressing priority. At the same time, priority should be given to establishing new MPAs and MPA networks in under-represented coastal and marine environments...

There is a critical need to address the gaps in MPA coverage to also include continental shelves, open ocean areas and deep sea areas under national jurisdiction and control... IUCN recommends ... to avoid limiting the implementation of POWPA to 'territorial waters' only, and instead implement across the broader area of "waters under national jurisdiction and control"...

### Sustainable finance

IUCN agrees with the request to Parties on sustainable finance ... Whilst IUCN notes that additional funding to implement POWPA could be difficult to obtain...IUCN strongly recommends increasing where possible the levels of funding provided by the GEF for PAs...

The need to explore options for innovative financial mechanisms to strengthen financing for PAs should be promoted. These include market-based mechanisms for ecosystem goods such as carbon and water, as well as to better use the LifeWeb Initiative. It is also essential to involve non-traditional sectors such as public health for obtaining additional support...

Parties to the Convention are also encouraged to use results of ecological valuation studies such as The

<sup>7</sup> Inter American Biodiversity Information Network

<sup>8</sup> European Environment Agency

<sup>9</sup> Latin American and Caribbean Network of Environmental Funds

Economics of Ecosystems and Biodiversity study (TEEB) are particularly relevant to make a stronger and more practical case for increasing the national budget allocated to PA systems.

### Climate change

IUCN strongly supports the recommendation to achieve target 1.2<sup>10</sup> of POWPA by 2015, through concerted efforts to integrate protected areas into wider landscapes and seascapes management, to address climate change impacts and increase ecosystem resilience. In this context, IUCN recommends the “*Natural Solutions: Protected areas helping people cope with climate change*” publication (IUCN-WCPA, TNC, UNDP, WCS, WB and WWF, 2009) to further promote greater understanding on the role PAs can play in climate change mitigation and adaptation strategies...

Parties need to identify opportunities where PAs provide benefits for climate change adaptation and mitigation to determine eligibility for climate change funding, where appropriate through the implementation of the REDD mechanism.

However, IUCN believes that there could be more immediate and practical ways of procuring additional funding to support PA management by exploring options to use funding already allocated by governments for national climate change strategies and action plans.

IUCN also recommends that the CBD Secretariat facilitates, in collaboration with the Secretariat of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), the profiling of pilot projects with benefits for biodiversity and climate change mitigation and adaptation...

### Urban Conservation Planning

The world is urbanizing fast, and city dwellers have less and less contact with nature. This has important consequences for those concerned with PAs and who depend on urban based people for political and financial support...

All cities have natural features which provide opportunities for ecosystem restoration. Poverty relief through the development and implementation of ecosystem restoration projects can be directly addressed in urban areas, providing significant ecosystem benefits for city management...

### Target and timetable issues

Aligning the targets and timelines of POWPA with the post-2010 targets agreed in the revised Strategic Plan of the Convention is essential. Noting progress on the implementation of POWPA so far, Target 11... is achievable. IUCN proposes an alternative target 11: *By 2020, all terrestrial, freshwater and key biodiversity areas*

<sup>10</sup> To integrate protected areas into broader land- and seascapes and sectors so as to maintain ecological structure and function.

*have been protected through representative networks of effectively managed protected area systems, integrated into wider land and seascapes, and the total global coverage of recognized protected areas (according to IUCN categories) is at least 15%.*

Owing to the critical importance of this issue and the urgent need to effectively address increasing threats to biodiversity, IUCN makes several further observations:

- a. There is evidence to suggest that a much greater percentage of the total area of land and sea needs to be under some form of conservation management to achieve the long term survival of the biosphere and all life which depends on it. Therefore the proposed 15% target by 2020 should be considered a milestone towards achieving a far larger target in the long term.
- b. The terrestrial component of this target should be to achieve 20% of protection on the land by 2020. IUCN notes that a number of countries have achieved and even surpassed the original 10% target for protected areas in terrestrial ecosystems. Furthermore the results from a number of comprehensive gap analyses indicate that in some countries it would be feasible to achieve a target of protection of 25-30% of terrestrial ecosystems. In addition some countries have not yet recognized Community Conserved Areas (CCAs) and private protected areas in their national system. Therefore IUCN strongly believes that a 20% target for protection of terrestrial PAs by 2020 is achievable.
- c. The 15% global target (no 11) relates to fully established and effectively managed protected areas in all IUCN Management Categories (IUCN Categories I to VI). This is an essential requirement as many protected areas have just been established on paper with no provision of human and financial resources towards their effective protection and management.
- d. Finally IUCN would like to note that there are rare, large, and substantially less modified terrestrial systems where the goal should be conservation through sustainable management at very high levels of protection, where possible, over the whole system. This will be essential to in protect these large remaining wilderness areas on Earth.

## IUCN PRESS RELEASE

### Are protected areas in Africa harbouring invasive species?

**Nairobi, Kenya, Thursday 20 May 2010 (IUCN)** – Protected areas, long thought of as safe refuges for animals and plants, are under increasing threats from invasive species which not *only affect biodiversity but also people's livelihoods*. Protected areas can have huge social and economic value, particularly in Africa, where national parks are a major tourist attraction and a significant source of income. But according to the Global Invasive Species



Programme, of which IUCN and CABI are partners, many managers of protected areas in Africa are not aware of the severity of the problem which is on their doorsteps nor how to address it.

*"Habitat conservation is vital for stemming the decline in biodiversity and the establishment of protected areas is an important mechanism for achieving this aim,"* says **Sarah Simons, Director of the Global Invasive Species Programme.** *"But, with invasive species rapidly invading our ever-increasing protected areas unchecked, we are in danger of exacerbating one of the greatest threats to biodiversity."*

A negligible amount of the funding spent on biodiversity conservation projects each year is devoted to invasive species, even though they are the second biggest threat to biodiversity globally, and in some ecosystems, the biggest single threat to biodiversity.

Invasive species include the Giant Mimosa (*Mimosa pigra*), which is a spiny shrub, originally alien to Africa, that established on the Kafue Floodplain in a national park in Zambia in the early 1980s and has since spread to cover 3,000 hectares of prime floodplain habitat, pushing out many large and important aquatic antelopes, waterbirds, reptiles, amphibians, fish, invertebrates and plants from their natural habitat.

Mesquite (*Prosopis juliflora*) is one of the most widespread dryland invasive species in north and east Africa having already invaded 500 000 and 700 000 hectares in Kenya and Ethiopia, respectively. Under ideal conditions, it has the ability to double its range every 5 years.

*"We need to build invasive species monitoring and management into regular protected area management routines"* says **Geoffrey Howard, IUCN Global Invasive Species Coordinator.** *"But the vast majority of protected areas in Africa don't have the capacity or resources to recognise or identify invasive species. People are largely unaware of how damaging they can be and, more importantly, don't possess the necessary information and equipment to actually manage them."*

Invasive species have been on the agenda in Nairobi, Kenya, this week at a meeting of the Subsidiary Body on Scientific, Technical and Technological Advice to the Convention on Biological Diversity, or SBSTTA. Decisions taken in Nairobi will provide a scientific basis for discussions that will take place in October in Nagoya, Japan, at the 10th meeting of the Conference of the Parties to the Convention on Biological Diversity.

*"Governments must recognise that invasive species pose one of the biggest threats to protected areas in Africa and unless measures are taken to effectively manage this insidious problem, they may fall short of their critical role in biodiversity conservation on the continent"*, says **Arne Witt, Invasive Species Coordinator, CABI-Africa.**

#### Editors notes

**La Lettre des aires protégées en Afrique de l'Ouest**

Information on the Giant Mimosa and the Mesquite provided by the UNEP-GEF project "Removing barriers to the management of invasive plants in Africa".

#### Media team:

Nicki Chadwick, IUCN Media Relations Officer, m: +41 79 528 3486, e: nicki.chadwick@iucn.org



## La rubrique du mois (suite)

### LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL CULTUREL ET NATUREL

#### Synergies entre les conventions Patrimoine mondial et Biodiversité

La convention du patrimoine mondial de l'UNESCO a été conçue pour assurer l'identification, la protection et la préservation du patrimoine naturel et culturel mondial, reconnu comme ayant une valeur universelle exceptionnelle.



Les critères qui déterminent l'inscription des biens naturels sur la liste du patrimoine mondial sont parfaitement en phase avec certains aspects importants de la biodiversité. Le concept de

patrimoine mondial contribue en effet à l'atteinte des objectifs de 2010 de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Cette contribution se manifeste d'une part par son rôle d'appui conseil et de soutien financier des Etats parties pour l'inscription de sites à haute valeur biologique et, d'autre part, par la restauration des biens naturels du patrimoine mondial en péril.

Ainsi, les sites naturels du patrimoine mondial sont les seules aires protégées ayant le seuil de valeur universelle exceptionnelle et, de ce fait, ils attirent une attention toute particulière. Ils jouent donc un rôle important dans l'évaluation de l'état de conservation de la biodiversité. L'analyse de la liste des biens naturels inscrits sur la liste du patrimoine mondial montre que, pour la plupart de ces sites, la biodiversité a été déterminante pour leur inscription sur la liste du patrimoine mondial (critères ix et x, conservation *in situ* de la biodiversité).

Les sites du patrimoine mondial sont particulièrement importants pour la sauvegarde des valeurs de biodiversité telles que l'endémisme, l'adaptation aux conditions de vie extrêmes, la préservation des habitats pour les espèces clés menacées, la conservation de la haute diversité

biologique et des écosystèmes. Par ailleurs, la nouvelle approche écosystémique de conservation des sites transfrontaliers, serait une réponse pertinente aux nouveaux défis tels que les changements climatiques et le besoin d'établir des réseaux de haute valeur biologique.

En définitive, les problèmes de la perte de la biodiversité à l'échelle mondiale s'étendent bien au-delà des sites du patrimoine mondial. Ainsi, il est urgent d'agir en vue de l'objectif 2010 de la CDB. Pour ce faire, les pays en développement qui sont très exposés aux conséquences des changements climatiques doivent davantage s'appropriier les orientations devant guider la convention pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel à laquelle ils sont parties.

Pour plus d'information sur <http://whc.unesco.org/fr/revue/49/>



English

## Section of the month (cont'd)

### THE CONVENTION ON THE PROTECTION OF THE WORLD CULTURAL AND NATURAL HERITAGE

#### Synergies between the Convention on World Heritage and the Convention on Biodiversity

The UNESCO World Heritage Convention was conceived to ensure the identification, protection and preservation of the world natural and cultural heritage, acknowledged as having an outstanding universal value.

The criteria which determine the inclusion of natural sites on the world heritage list are perfectly in accordance with some important aspects of biodiversity. Indeed the concept of world heritage contributes to the achievements of 2010 objectives of the Convention on Biological Diversity (CBD). This contribution appears on the one hand by its role of adviser and financial support of the Parties for the inclusion of sites with high biological value and, on the other hand, by the restoration of natural diversity of the world heritage in danger.

Thus, natural sites of the world heritage are the only protected areas having the threshold of exceptional universal value and, for this reason, they draw a very particular attention. They therefore play an important role in the evaluation of biodiversity conservation status. The analysis of the list of natural diversity registered on the

world heritage list shows that, for most of these sites, the biodiversity was determining for their inscription (criteria ix and x, *in situ* conservation of biodiversity).

World heritage sites are particularly important for the preservation of biodiversity values such as endemism, adaptation to extreme living conditions, preservation of the habitats for threatened key species, conservation of the high biological diversity and the ecosystems. In addition, the new ecosystem approach of transboundary sites conservation would be a relevant response to the new challenges such as climate change and the need to establish networks and corridors of high biological value. Finally, the worldwide issue of biodiversity loss extends beyond world heritage sites.

Thus, it is urgent to act for the CBD 2010 objectives. To this end, developing countries which are very exposed to the consequences of climate change must use the orientations that guide the world heritage convention which they are Parties to.

For more information: <http://whc.unesco.org/fr/revue/49/>

#### Info « Café brousse »

Les rencontres mensuelles sur la biodiversité se poursuivent, dans un café parisien, où se retrouvent ceux et celles intéressés par la conservation en Afrique, habitant ou de passage dans la ville, pour une discussion informelle sur un thème.

Prochain rendez-vous : **lundi 31 mai à 19:00**

Par **Rémy Ledauphin**

Sujet : **Surveillance et protection de la faune du Parc National de Zakouma (Tchad)**

Au Snax Kfé, 182 rue Saint Martin (métro Rambuteau) à Paris

#### ► La Lettre des APAO ◀

Contacts : [geoffroy.mauvais@iucn.org](mailto:geoffroy.mauvais@iucn.org)  
[bora.masumbuko@iucn.org](mailto:bora.masumbuko@iucn.org)  
[beatrice.chataigner@iucn.org](mailto:beatrice.chataigner@iucn.org)  
[gabrielle.couailac@iucn.org](mailto:gabrielle.couailac@iucn.org)  
[youssouph.diedhiou@iucn.org](mailto:youssouph.diedhiou@iucn.org)  
[lacina.kone@iucn.org](mailto:lacina.kone@iucn.org)



UICN, Programme  
 Afrique du Centre  
 et de l'Ouest  
 Aires protégées  
 BP 1618,  
 Ouagadougou 01.  
 BURKINA FASO

TEL : (226) 50 36 49 79

[www.papaco.org](http://www.papaco.org)